



Mouvement inédit au GEVES :

(Groupe d'Etude et de contrôle des Variétés Et des Semences)

Plus de 150 grévistes le 16 mai.

22 mai 2019

Le syndicat national CGT-INRA informe tous les agents INRA de la situation en cours au GEVES (ex-département de recherche de l'INRA) et réaffirme son soutien aux collègues dans leur nécessaire et évidente mobilisation.

Une affaire sans précédent qui fragilise le GEVES !

Rappel des faits

La Direction du GIP GEVES (Groupe d'Etude et de contrôle des Variétés Et des Semences) vient de sanctionner lourdement deux salariés exemplaires de l'équipe informatique sans aucune raison tangible. Ces décisions sont prises avec l'assentiment du Président du GEVES, par ailleurs directeur scientifique de l'INRA. Le premier est muté d'office en région parisienne, après 28 années d'excellents et loyaux services. Il est à 3 ans de la retraite.... Le second est licencié après 25 années d'engagement sans faille pour le collectif. **Ces sanctions, disproportionnées et sans fondement, ont provoqué une mobilisation massive du personnel** (pétitions, assemblées générales, diffusions d'informations, interventions des représentants du personnel, rassemblements de soutien).

Quelques précisions

Ces deux salariés ont toujours donné pleinement satisfaction et continuent, malgré ces lourdes sanctions, à assurer leurs fonctions avec professionnalisme et engagement auprès de tous leurs collègues ainsi que des principaux partenaires professionnels du GEVES. L'entêtement de la direction relève d'une attitude autoritariste ignorant les remontées des personnels et des instances. Cet entêtement fait naître anxiété, démotivation et brise un collectif reconnu.

Les cadres de l'entreprise tout comme l'ensemble des salariés restent interdits face à ces sanctions dont ils ne comprennent absolument pas la violence et la gravité. L'instance de représentants du personnel consultée pour avis a voté unanimement contre celles-ci. La Direction est donc totalement isolée mais maintient pourtant les sanctions prononcées.

Ces sanctions, au-delà de l'impact humain, ont pour conséquence directe une mise en danger réelle du GEVES :

- En effet, à tout niveau de l'organisation une forte inquiétude s'exprime quant à un plan de continuité crédible et réaliste.
- Des impacts sont prévisibles sur les délais de résultats pour les clients, partenaires et la bonne conduite en général des missions du GEVES.

La conséquence à moyen terme sera aussi une fuite des compétences humaines car une ambiance délétère est durablement installée depuis de nombreux mois. Ce sont vraisemblablement les informaticiens, les plus impactés, qui quitteront le GEVES en premier, ce qui détériorera encore plus la qualité du service rendu en interne et en externe. Plusieurs dizaines d'agents INRA du GEVES ont d'ores et déjà demandé la rupture de leur mise à disposition et plusieurs dizaines d'agents GIP ont demandé leur intégration à l'INRA, tant ces sanctions arbitraires apparaissent violentes et irresponsables. Les agents INRA mis à disposition du GEVES pourraient envisager une réintégration à l'INRA (certains en ont d'ailleurs déjà fait la demande), ce qui ne manquerait pas de déstabiliser l'ensemble du GEVES.

Le jeudi 16 mai : une journée qui fait date !

Plus d'une centaine d'agents en grève : la grève du 16 mai a été un franc succès, grâce à la mobilisation des Représentants du personnel (RP) et de l'ensemble des collègues du GEVES.

Grève qui avait été précédée de nouvelles assemblées du personnel (AG) sur 2 autres sites du GEVES, en présence à chaque fois de RP de l'INRA et du GEVES (voire de cadres du GEVES) : **le 14 mai à Cavillon** (22 des 23 agents étaient présents) **et le 15 mai au Magneraud** (22/45).

La nouvelle assemblée, organisée le jour même de la grève à Angers, a réuni quant à elle entre 100 et 110 personnes : c'est toute une communauté de travail qui a manifesté son soutien aux deux collègues sanctionnés et exprimé son mal-être et sa défiance vis-à-vis des orientations actuellement prises au GEVES.

2 journalistes locaux se sont déplacés à la conférence de presse organisée par l'intersyndicale CGT-INRA, Sud Recherche EPST et CFTC-INRA. Ils étaient ensuite invités à aller rencontrer la Direction du GEVES qui, « dans un souci de discrétion », n'a pas communiqué aux journalistes les raisons de ces sanctions.
Le barbecue qui s'est ensuite tenu devant le GEVES a terminé de manière très conviviale ce moment de mobilisation.

Ce mouvement de grève (une première depuis la création du GEVES), avec 54% de grévistes au GEVES, est une vraie et belle démonstration de solidarité et une nouvelle preuve de très large soutien aux collègues injustement sanctionnés.

L'intersyndicale ne peut que féliciter les RP du GEVES ainsi que l'ensemble des collègues GEVES et INRA qui se sont mobilisés et le restent encore.

D'autres actions ont en effet été décidées au cours de la dernière AG dont la reprise du communiqué de presse pour diffusion à tous les participants du colloque « Graine » (co-organisé par le GEVES sur le site d'AgrocampusOuest Angers) et la préparation d'un courrier à l'attention des 3 fondateurs du GEVES (GNIS, DGAL et INRA) pour faire le point sur i) le coût financier de ces sanctions et ii) les impasses techniques auxquelles le GEVES devra faire face.

Une affaire portée au Conseil Scientifique de l'INRA

Ce même 16 mai se tenait le Conseil Scientifique national INRA au cours duquel la délégation CGT a fait une déclaration ([voir déclaration sur notre site](#)) en tout début d'après-midi, à laquelle le Christian Huyghe (président du GEVES) semblait vouloir assister puisqu'il a quitté le CSN dès la fin de la déclaration.

Dans cette déclaration, la CGT, outre son soutien à la mobilisation des personnels du GEVES, de leurs collègues des centres INRA solidaires et des militants syndicaux impliqués dans leur démarche, **a tenu à rappeler ce qui suit :** «... les activités ... conduites au GEVES par des acteurs compétents et volontaires dont plus de la moitié sont des personnels de l'INRA, participent indéniablement à la qualité et la reconnaissance de la recherche agronomique française publique et privée dans et hors nos frontières. ».

La CGT est également revenue sur «...les conséquences à court et moyen terme de l'éviction de ces deux agents sur la plupart des processus internes au GEVES, sur la maintenance complexe des équipements d'une organisation décentralisée et reposant de plus en plus sur des webservices, sur des bases de données riches et des développements orientés métiers. » **rappelant aussi** « que le GEVES, notamment par le biais de la qualité reconnue de ses systèmes d'information, est partie prenante de multiples organisations, programmes et plateformes technologiques du monde des variétés et des semences, et que la perte de ces compétences reconnues et difficiles à reconstituer généreront, a minima des retards et des blocages dans la réalisations des missions et des projets, au pire une discréditation potentiellement contagieuse et la perte d'équilibres financiers dans un système concurrentiel au niveau européen. »

⇒ **La direction de l'INRA, et singulièrement son PDG, ne peuvent esquisser ces questions. Le président du GEVES est un des directeurs scientifiques de l'INRA, et l'Institut est donc totalement impliqué dans le fonctionnement du GEVES.**

C'est ainsi que la CGT-INRA a également adressé [un courrier au Président de l'INRA](#) ce même 16 mai, veille de la réunion conjointe des comités techniques de l'INRA et de l'IRSTEA au cours de laquelle, là encore, des élus CGT l'ont interpellé sur le sujet. Monsieur Mauguin a bien compris que la CGT ne lâcherait pas mais a indiqué avoir besoin de temps pour instruire le dossier avant de revenir vers nous.

Nous lui ré-adressons donc un [courrier de rappel ce mercredi 22 mai](#).

***Ensemble continuons d'exiger
la levée des sanctions pour nos deux collègues
et la révision des conditions de travail au GEVES !
Isolés, nous ne pouvons rien, ensemble, nous sommes
plus forts et nous pouvons gagner : Rejoignez la CGT !***